

Nouveaux Cahiers du socialisme



Syndicats et mouvements sociaux d'Amérique du Nord. Coalisés contre l'ALENA !

Jacques B. Gélinas

Numéro 19, hiver 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/87759ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gélinas, J. B. (2018). Syndicats et mouvements sociaux d'Amérique du Nord. Coalisés contre l'ALENA ! *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (19), 203–206.

Syndicats et mouvements sociaux d'Amérique du Nord Coalisés contre l'ALENA !

JACQUES B. GÉLINAS⁵

Depuis 1994, on assiste à une prolifération d'emplois mal rémunérés, temporaires et précaires, ainsi qu'à une stagnation des salaires. [...] Ce modèle a échoué à améliorer les conditions de travail et de vie des populations des trois pays⁶.
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

En 1994, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) signé par *los tres amigos* (Brian Mulroney, Ronald Reagan et Carlos Salinas de Gortari) entre en vigueur. Cet accord pionnier devait servir de modèle aux multiples accords de néolibre-échange conclus par la suite à travers le monde. Aujourd'hui, Trump voudrait une refonte de l'ALENA dans une perspective de droite. Les organisations sociales d'Amérique du Nord veulent elles aussi remettre en cause l'ALENA, mais dans une perspective de gauche.

Bref rappel

Dans la décennie 1980, le vent du néolibéralisme souffle sur le monde, emportant avec lui le néolibre-échange. Au commencement, il y eut l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis, qui servira de brouillon à l'ALENA. Dès le début des négociations (février 1986) devant conduire à la conclusion de cet accord bilatéral, les centrales syndicales du Québec en pressentent les effets négatifs pour la société. Elles se mobilisent et créent la Coalition québécoise d'opposition au libre-échange qui regroupe la FTQ, la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ, devenue CSQ) et l'Union des producteurs agricoles (UPA). Avec l'entrée en vigueur de l'ALENA en 1994, cette coalition élargit ses alliances pour devenir le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC). Aujourd'hui, le RQIC regroupe, en plus des centrales syndicales, une quinzaine d'organisations de la société civile, dont l'Association québécoise des organismes de coopération

5 Jacques Gélinas est sociologue et essayiste. Il a publié en 2015 *Le néolibre-échange* aux Éditions Écosociété.

6 Mémoire de la FTQ sur la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain, juillet 2017.

internationale (AQOCI), le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) et ATTAC-Québec⁷.

Les grands perdants

Pour « vendre » l'ALENA à la population canadienne, Brian Mulroney promettait croissance et production de richesses. Cela devait se traduire par la création d'emplois bien rémunérés et donc par une augmentation des revenus et une meilleure qualité de vie pour tous et toutes. Depuis, les revenus ont effectivement augmenté dans les trois pays, mais ils n'ont pas été répartis équitablement entre le travail et le capital. Les multinationales, leurs gestionnaires et leurs actionnaires, en ont accaparé la plus grande part. Selon le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA), on observe que la part du travail par rapport au capital, dans la répartition des revenus, a diminué dans les trois pays. Les travailleuses et les travailleurs en sortent perdants, mais plus au Canada qu'aux États-Unis, et beaucoup plus au Mexique que dans les deux pays du Nord. Aux États-Unis, la part du travail dans les revenus globaux a diminué de 2 %, au Canada de 4 % et au Mexique de 25 %⁸.

L'assaut contre les conditions de travail

On assiste de plus à la précarisation de l'emploi. Les délocalisations s'avèrent particulièrement pernicieuses, car elles mettent en compétition les travailleuses et les travailleurs du Québec et celles et ceux du Mexique, dans une sorte de concours pour les plus bas salaires : *a race to the bottom*. On note le même phénomène à l'échelle planétaire, car les gouvernements des 164 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce ont tous signé une trentaine d'accords concoctés sur le modèle de l'ALENA. Dans son bulletin de septembre 2017, le Fonds monétaire international remarque que, depuis 1994, « les travailleurs rapportent à la maison une pointe de plus en plus mince de la tarte ». Pendant que la part du travail dans les revenus diminue, le capital accumule une portion de plus en plus importante des revenus. Et comme le capital est concentré dans les mains des ménages les plus riches, cette concentration tend à aggraver les inégalités de revenus⁹. Cette perte de revenus des travailleurs découle des règles disciplinaires du néolibre-échange. La flexibilité du travail est l'une de ces règles, qui consiste à faire plier les travailleurs pour l'acceptation de salaires et de conditions de travail à rabais. L'entreprise dispose à cet effet d'un instrument

7 L'UPA s'est dissociée de ce réseau, car ses dirigeants se sont déclarés favorables à l'ALENA. Au risque de mettre en péril la gestion de l'offre et le modèle agricole québécois, l'UPA a jeté son dévolu sur la conquête des marchés extérieurs. Triomphe des exportateurs de porcs...

8 Scott Sinclair, Stuart Trew et Hadrian Mertins-Kirkwood, «The NAFTA renegotiation we need », *Monitor*, octobre 2017.

9 Maria Jovanovic, « Labor's losses. Workers are taking home a smaller slice of the pie », *Finance & Development*, vol. 54, n° 3, septembre 2017.

extrêmement efficace : la délocalisation ou la menace de délocalisation. « GM brandit la menace du Mexique », titre *la Presse canadienne* du 13 octobre 2017. General Motors a décidé d'en finir avec la grève qui sévit, depuis 25 jours, dans son usine d'Ingersoll, en Ontario. Et qu'est-ce qui rend si faciles les délocalisations ? La libre circulation transfrontalière des capitaux et des investissements, une autre des règles disciplinaires du néolibre-échange.

Opposition et ambiguïtés

En tant que membres du RQIC, les centrales syndicales affirment vouloir remplacer l'ALENA par « un nouveau modèle d'intégration, de coopération et d'échange entre les pays ». Et pourtant, dans leur lobbying auprès des gouvernements, certaines se montrent plus pragmatiques. La FTQ, par exemple, appuie l'idée du libre-échange dans la mesure où « cela n'entrave pas la capacité d'intervention de l'État¹⁰ ». La CSN soutient sensiblement la même position. Quelle rationalité sous-tend cette double position ? On suppose que la stratégie consiste, d'une part, à forcer le gouvernement à aller le plus loin possible dans la défense des droits des travailleurs et des travailleuses et du bien commun ; d'autre part, les centrales appuient les revendications du RQIC et des organisations sociales des trois pays pour un modèle plus équitable d'intégration et de coopération entre les peuples. Pour sa part, l'UPA refuse d'adhérer au front commun constitué par le RQIC, car elle ne veut ni réformer, ni remplacer l'ALENA. Les hauts dirigeants s'esquivent. Au siège social, des subalternes affirment que l'UPA a une « position équilibrée » : le contrôle des frontières pour certains produits, l'ouverture pour d'autres, comme le porc. Une position fourchue, diraient les vieux « habitants » du terroir.

La rencontre de Mexico

Les 26 et 27 mai 2017, les organisations sociales et syndicales des États-Unis, du Mexique, du Canada et du Québec ont campé à Mexico pour se concerter et élaborer une position commune concernant la renégociation annoncée de l'ALENA. La Déclaration émise à l'issue de cette rencontre condamne « ce modèle qui a gravement affecté le développement national, parce que contraire aux intérêts des peuples, de l'environnement et de notre système démocratique. [...] Les promesses de prospérité ne se sont pas matérialisées pour les travailleuses et travailleurs des milieux ruraux et urbains ». Les participants appellent donc à construire « un nouveau modèle d'intégration, de coopération et d'échange entre les pays ». La Déclaration de Mexico va au fond des choses en plantant sept jalons de développement et d'intégration continentale : la souveraineté nationale, une économie de proximité, le respect de l'environnement, la défense des droits du travail, la souveraineté alimentaire, la promotion d'une politique industrielle, l'élimination des privilèges des multinationales.

10 Mémoire de la FTQ, *op. cit.*

Rassemblement à Chicago

Les 19 et 20 octobre 2017 a eu lieu à Chicago un vaste rassemblement d'organisations syndicales, d'associations paysannes et de mouvements sociaux en provenance des trois pays d'Amérique du Nord, à l'appel des Travailleurs unis de l'électricité des États-Unis et de la Fondation Rosa Luxemburg. Ce rassemblement n'avait rien d'un sommet. Les dirigeants syndicaux n'y étaient pas. Il s'agissait plutôt d'une concertation des militantes et des militants de la base. Contre l'ALENA, la base a voulu mettre sur la table ses vraies préoccupations et sa propre vision d'un ordre socioéconomique équitable, démocratique et respectueux de droits sociaux et environnementaux. La rencontre s'est soldée par la mise sur pied de groupes de travail chargés d'assurer un suivi dans les domaines suivants : 1) la création d'une « alliance trinationale de solidarité » multisectorielle rassemblant organisations ouvrières et paysannes et mouvements sociaux de tous genres ; 2) la promotion de l'agriculture vivrière et de la souveraineté agroalimentaire ; 3) la protection des droits du travail et l'augmentation des salaires au Mexique ; 4) l'organisation d'une campagne pour les droits des travailleuses ; 5) l'élaboration d'une position stratégique commune pour une alternative à l'ALENA.

Aller de l'avant

La mise en compétition des travailleurs et des travailleuses des trois pays demeure sans doute un des effets les plus néfastes de l'ALENA. Abraham Garcilazo Espinosa, représentant du Sindicato Minero du Mexique, en donne un exemple frappant : « Au Mexique, les mineurs font le même travail que ceux du Canada et des États-Unis, avec le même degré de spécialisation et de formation, souvent pour la même compagnie, mais ils gagnent 5 fois moins ». D'outre-tombe, on entend Marx et Engels leur crier : « Travailleurs d'une même multinationale, unissez-vous ! » Le message de ces deux irréductibles défenseurs du monde ouvrier demeure d'actualité : « Les individus épars ne forment une classe que lorsqu'ils se trouvent dans l'obligation de mener une lutte commune contre une autre classe. Autrement, ils s'affrontent et entrent en concurrence les uns contre les autres¹¹ ». Les rencontres de Mexico et de Chicago constituent un pas significatif vers une prise de conscience des intérêts communs des classes laborieuses des trois pays d'Amérique du Nord.

11 Karl Marx et Friedrich Engels, *L'idéologie allemande*, 1845, Chapitre 1, section B 1, <http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_Marx/ideologie_allemande/ideologie_allemande.html>.